

Nouveaux Cahiers du socialisme

Les paradoxes de la décroissance

Gilbert Rist

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 14, automne 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79389ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rist, G. (2015). Les paradoxes de la décroissance. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 33–40.

Les paradoxes de la décroissance

GILBERT RIST¹

La « décroissance » ? Une utopie ! Une posture antimoderne d'enfants gâtés ! Un scénario que l'on craint plutôt qu'on ne l'espère ! Les sarcasmes que récoltent les propos des « objecteurs de croissance » sont constants, car ce que l'on attend avec impatience, c'est la croissance (ou son retour) qui, comme chacun devrait le savoir, est censée résoudre tous les problèmes que posent le chômage, la sécurité sociale ou la dette publique. Or, il convient d'ancrer la réflexion dans les pratiques sociales et de reconnaître d'abord que les manifestations de la décroissance réelle sont désormais généralisées.

La décroissance comme constat

Pour commencer par le moins visible (mais non pas le moins inquiétant), car situé sous la croûte terrestre, on constate que l'ensemble des minerais est en voie de rapide épuisement. C'en est fini des mines très rentables et l'on doit se contenter aujourd'hui d'exploiter des gisements dont la teneur métallique est de plus en plus faible ; les terres rares – indispensables à l'informatique – sont de plus en plus... rares (et leur recyclage inenvisageable) et l'illusion d'une abondance de pétrole ne tient qu'aux gaz de schiste dont l'extraction n'est possible que si le prix du pétrole conventionnel est élevé. À la surface du globe, la biodiversité végétale et animale se réduit rapidement et les surfaces cultivables – exténuées par des décennies de culture intensive fondée sur les engrais chimiques et les pesticides – se transforment en déserts. De plus, l'eau devient rare, car elle est tantôt absorbée par l'agriculture, tantôt polluée par des rejets industriels ou par des élevages intensifs qui empoisonnent les nappes phréatiques. Les océans subissent le même sort et sont de plus en plus encombrés par des déchets flottants de plastique dont le volume s'accroît chaque année de quelque neuf millions de tonnes. Les effets désastreux de la surpêche sont bien connus, même si l'on ne fait pas grand-chose pour l'enrayer : les quotas de pêche

1 Je remercie ma collègue Marie-Dominique Perrot pour ses pertinentes remarques sur la première version de ce texte.

sont régulièrement dépassés et les chalutiers sans autorisation de pêche privent les populations côtières de leurs ressources traditionnelles. Quant aux espèces de poissons, le nombre de celles qui sont menacées augmente constamment. Enfin, dans les airs, les abeilles et autres insectes disparaissent dangereusement, la qualité de l'air décroît et provoque des dégâts sur la santé des êtres humains et sur ce qui subsiste d'espaces verts.

Ce rapide inventaire est hélas ! loin d'être exhaustif, mais ces maux sont désormais si bien documentés et si largement connus qu'il est inutile d'en allonger la liste, sinon pour mentionner les malheurs que nous réserve le changement climatique. Clairement, des seuils ont été franchis, sans doute de manière irrémédiable. Cela suffit à montrer que nous vivons dans un monde caractérisé par la décroissance généralisée de notre biotope, même si nous nous feignons de l'ignorer.

Un acharnement catastrophique

Pourquoi ? Parce que la croissance est désormais au fondement de la religion moderne, pour autant que l'on entende ce terme dans le sens que lui donnait Durkheim : « Les croyances religieuses sont toujours communes à une collectivité déterminée [...]. Elles ne sont pas seulement admises, à titre individuel, par tous les membres de cette collectivité ; mais elles sont la chose du groupe et en font l'unité »². De tous les monothéismes, c'est sans aucun doute celui fondé sur la croissance qui compte le plus de fidèles. Voilà pourquoi tous les moyens politiques, économiques et idéologiques sont désormais mobilisés pour faire miroiter les bienfaits supposés de la croissance économique tout en accélérant la décroissance écologique. Quitte à mentir pour séduire. Première affirmation : la croissance est nécessaire pour faire reculer le chômage. Or, en France, le produit intérieur brut (PIB) – qui mesure la croissance – s'élevait, en 1985 à 744,5 milliards d'euros et le chômage à 8,4 % de la population en âge de travailler. En 2013, le PIB a été multiplié par trois (2058 milliards d'euros) et le chômage atteint 10 % de la population. Donc, la croissance ne crée pas d'emplois. Second exemple : la croissance augmenterait le bien-être. Mais le *Genuine Progress Indicator* (GPI)³, calculé d'abord pour les États-Unis et qui mesure le « progrès réel », montre que celui-ci stagne depuis les années 1970 alors que le PIB a été multiplié par 14 entre 1970 et 2014. On retrouve la même tendance pour l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). Troisième affirmation : la croissance profite à tous. Or toutes les études montrent que les inégalités de revenu et

2 Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, 1960 [1912], p. 60.

3 Pour le dire rapidement, le GPI se fonde sur le PIB, mais en retranche tout ce qui ne contribue pas au bien-être (les inégalités sociales, la criminalité, la pollution, les atteintes à l'environnement, les dépenses militaires, etc.) et y ajoute la valeur (estimée) des travaux domestiques et du bénévolat.

de patrimoine s'accroissent, surtout depuis que le fondamentalisme du marché domine l'économie mondiale⁴.

C'est la religion du progrès et de la croissance qui conduit au déclin et au désastre. « Lutter contre la religion, c'est donc indirectement lutter contre ce monde-là, dont la religion est l'arôme spirituel »⁵. Mais ce combat est loin d'être gagné : la croyance l'emporte toujours sur la science. Pour le dire avec les mots de Jean-Pierre Dupuy, « nous ne croyons pas ce que nous savons »⁶. Pour l'instant, nous vivons de la vente des bijoux de famille, en dilapidant un héritage qui procure l'illusion de la richesse. Pour combien de temps encore ?

L'objection de croissance : un projet d'avenir

Historiquement, le thème de la « décroissance » a été lancé en 2002 par le Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement (ROCADE), à l'issue d'un grand colloque organisé à Paris par La Ligne d'Horizon – Les Amis de François Partant, et intitulé *Défaire le développement. Refaire le monde*⁷. Cela dit, le terme avait déjà été utilisé par Jacques Grinevald en 1979 pour intituler sa traduction de textes de Nicholas Georgescu-Roegen⁸. Il a donc été repris de manière polémique, comme un « mot-obus » (selon les termes de Paul Ariès), pour aller à contre-courant de la dépendance généralisée à la croissance économique. Ce « coup de pub » avait certes des avantages, mais aussi des inconvénients. Le plus grave – à mon sens – est de faire croire que l'on résout un problème en préconisant l'exact contraire de ce que l'on critique. Or, rien n'est moins sûr ! Quoi que l'on pense des luddites, ils n'ont pas fait cesser la Révolution industrielle en détruisant leurs machines... Aujourd'hui, alors que l'espoir du retour de la croissance stimule les énergies collectives, prôner la « décroissance » ouvre la porte aux pires malentendus (« Donc, vous voulez la récession ? ») et, surtout, oblige à placer le débat sur le terrain de « l'adversaire », c'est-à-dire celui des économistes, pour lesquels « décroissance » est un mot tabou – quasiment blasphématoire – qu'ils traduisent invariablement par « croissance négative » – oxymore ridicule qui a le mérite de ne pas trop choquer les croyants... Voilà pourquoi j'ai personnellement opté pour « l'objection de croissance », même si la perspective d'une « société d'abondance frugale », souhaitée par mon

4 Thomas Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013.

5 Karl Marx, « Critique de la philosophie du droit de Hegel », dans Karl Marx, Friedrich Engels, *Sur la religion*, Paris, Éditions sociales, 1960 [1843], p. 42.

6 Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002, p. 84 et 142-143.

7 Dont les Actes ont été publiés sous ce titre par l'Aventurine à Paris et Parangon à Lyon en 2003.

8 Nicholas Georgescu-Roegen, *Demain la décroissance. Entropie. Écologie. Économie* (présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens), Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1979. Troisième édition revue et augmentée, Paris, Sang de la Terre, 2006.

ami Serge Latouche, me convient tout aussi bien⁹. Il se pourrait enfin que la meilleure formulation soit celle des Japonais puisque *datsu-seicho* signifie en effet « se libérer de la croissance ».

S'il n'est pas facile de trouver les mots justes pour définir ce que l'on entend par objection de croissance, il est plus difficile encore de rendre compte des multiples pratiques qui participent de la critique de la croissance. Il y a d'abord celles et ceux qui, d'une certaine manière, ont décidé de rompre avec la société de consommation et qui se regroupent en « collectifs » aux contours parfois flous et s'efforcent de réaliser leur idéal d'autonomie ; d'autres veulent anticiper l'avenir – et singulièrement la fin du pétrole bon marché – et placent leurs espoirs dans les « villes en transition » qui délocalisent la production et la consommation grâce à des monnaies locales, ce qui a pour effet de réduire leur empreinte écologique¹⁰; d'autres encore s'organisent pour se réappropriier les « communs », c'est-à-dire les richesses collectives (l'eau, le pétrole, l'énergie éolienne, ou même la monnaie), et les soustraire ainsi à la privatisation¹¹. Ce ne sont là que quelques exemples qui, chacun à sa manière, tentent de préfigurer ce que pourrait être une société libérée de l'obsession de la croissance et de l'omni-marchandisation. Bien entendu, les propositions qui poursuivent le même objectif – mais qui sont encore en attente de réalisation concrète – sont plus nombreuses encore. Elles vont de l'instauration d'un revenu minimum d'autonomie qui, distribué à toutes et à tous, permettrait de s'affranchir de l'obligation de subvenir à ses besoins par le travail salarié et donc de promouvoir une société plus conviviale¹², à l'institution de quotas énergétiques individuels qui permettraient de limiter les usages inutiles de ressources fossiles. À quoi l'on peut ajouter les « 8 R » de Serge Latouche : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser et recycler¹³.

Ce foisonnement d'initiatives et de programmes (dont je n'ai donné qu'un aperçu très sélectif et qu'il est impossible de recenser de manière exhaustive) ne facilite évidemment pas une présentation synthétique. En effet, la « décroissance » n'est pas une doctrine, mais un projet de société qui se décline de diverses

9 Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

10 Rob Hopkins, *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole et à la résilience locale*, Montréal, Ecosociété, 2010.

11 Andrew Cumbers, *Reclaiming Public Ownership. Making Space for Economic Democracy*, Londres, Zed Books, 2012; Ugo Mattei, *Beni communi. Un Manifesto*, Rome, Laterza, 2011 ; Mary Mellor, *The Future of Money. From Financial Crisis to Public Resource*, New York, Pluto Press, 2010.

12 En Suisse, une initiative populaire (qui requiert l'engagement d'au moins 100 000 citoyens et citoyennes) visant à l'introduction d'un « revenu de base inconditionnel » a été déposée en octobre 2013. Ce qui signifie que les citoyens seront appelés à se prononcer prochainement sur le sujet. Même si l'on peut douter de son succès, elle a au moins le mérite de contribuer au débat public.

13 Serge Latouche, *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

manières parce qu'il s'est construit à la confluence de deux courants de pensée : la critique du « développement » d'une part¹⁴ et les préoccupations écologiques de l'autre¹⁵. D'où une double sensibilité dénonçant tantôt l'imposture du « développement » qui n'est que le pseudonyme de la croissance, tantôt les dangers liés à la rapide dégradation de l'environnement.

Cela dit, sur le marché des idées, il faut se méfier des contrefaçons... La première consiste à modérer (ou à « décélérer ») la croissance des pays industrialisés tout en la promouvant pour améliorer le « niveau de vie » des pays du Sud¹⁶. Comme si l'accroissement du PIB des pays en « développement » contribuait vraiment au bien-être des populations. Comme si les investissements dans les mines et les installations portuaires dans les produits d'exportation (souvent à base d'OGM) et dans l'équipement de milices privées ou d'armées nationales n'aggravaient pas les inégalités et la corruption. Si, dans ces pays, après des décennies de croissance et de « développement », l'état des routes ou des systèmes de distribution d'eau s'était amélioré et si l'éducation ou les soins de santé étaient à la hauteur des attentes, cela se saurait ! Hélas ! dans tous ces domaines l'échec est patent : ce n'est donc pas d'un surcroît de croissance dont on a besoin, mais de décisions politiques courageuses qui inversent les priorités imposées tantôt par les institutions internationales ou les investisseurs privés, tantôt par une minorité soucieuse de conserver – et d'accroître – ses privilèges.

La seconde contrefaçon, tout aussi pernicieuse et désormais très à la mode, a été lancée par la Commission Brundtland en 1987 sous le nom de « développement durable »¹⁷, lequel se décline aujourd'hui dans sa version d'« économie verte », reprise par la Conférence de Rio + 20 en 2012¹⁸. Il s'agit de s'acheter une bonne conscience écologique à peu de frais, c'est-à-dire par un tour de passe-passe sémantique : on ne touche ni au « développement » ni à la croissance, mais on prétend les concilier avec la sauvegarde de l'environnement. Le système productiviste reste intact, et l'on affirme (sans preuves) que « le genre humain a parfaitement les moyens [...] de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs »¹⁹. Pire encore, on n'hésite pas à proclamer que « ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance économique, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable »²⁰. Il est clair

14 Ivan Illich, François Partant, Gustavo Esteva, Majid Rahnema, Wolfgang Sachs, etc.

15 Nicholas Georgescu-Roegen, Jacques Grinevald, Jean-Pierre Dupuy, etc.

16 Jean-Marie Harribey et ATTAC, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société économe et solidaire*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

17 Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988.

18 *L'Avenir que nous voulons*, Document final de la Conférence des Nations unies sur le développement durable Rio+20, Rio de Janeiro (Brésil), 2012.

19 *Notre avenir à tous*, op.cit., p. 10.

20 *Ibid.*, p. XXIII.

qu'avec de tels propos, la « décroissance » n'est pas au programme des institutions internationales.

Mais alors – pour filer la métaphore – s'il existe des contrefaçons, où trouver la « décroissance » originale ou authentique ? Ma réponse est qu'elle n'existe (encore) nulle part parce qu'il faudrait, pour qu'elle puisse se réaliser pleinement, sortir du système économique dominant. En effet, pour l'instant, « il n'y a rien de pire qu'une société de croissance dans laquelle la croissance n'est pas au rendez-vous »²¹. Les « décroissants forcés » – chômeuses et chômeurs ou sans domicile fixe –, toujours plus nombreux, en sont la triste preuve. Cela dit, les quelques initiatives recensées ci-dessus vont dans le bon sens et préparent un nombre de gens toujours plus grand à « faire un pas de côté », à se désintoxiquer de la consommation, à découvrir ou retrouver les plaisirs de la proximité sociale ou de l'autoproduction, à vivre de manière plus frugale, à profiter du temps libéré pour pratiquer et partager des activités nouvelles et conviviales. Elles incitent à ruser avec le système, à mettre à profit les interstices qui permettent des espaces de liberté et d'autonomie, à se réapproprié aussi bien le temps que les biens communs.

Sortir de l'économie

Aux yeux de certains militants (révolutionnaires, bien sûr !), tout cela paraîtra sans doute insuffisant : la ligne politique est trop floue, la cohérence des pratiques est douteuse, l'ennemi est mal défini... Pourquoi ne pas dénoncer clairement le capitalisme ? Objections recevables dans le cadre du clivage séculaire entre la gauche et la droite, mais qui semblent aujourd'hui dépassées, car l'enjeu s'est déplacé : c'est désormais la « science » économique qu'il faut contester et non pas seulement l'une ou l'autre des écoles qui en sont issues²². Pour illustrer mon propos, je partirai de la manière dont le gouvernement bolivien d'Evo Morales a cherché – en 2007 – à s'affranchir du modèle néolibéral (mais aussi socialiste) de « développement » en proposant la notion de « bien vivre » (*buen vivir*)²³. « Le bien vivre repose fondamentalement sur la complémentarité entre, d'une part, la possibilité d'accéder et de jouir des biens matériels et, de l'autre, la satisfaction personnelle affective, subjective et spirituelle, en harmonie avec la nature et en

21 Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007, p. 21.

22 Dans *L'économie ordinaire entre songes et mensonges* (Paris, Presses de Sciences Po, 2010), j'ai exposé en détail les raisons pour lesquelles la « science » économique fait fausse route et aggrave la situation actuelle. Les propos qui suivent ne font que reprendre succinctement mon argumentation.

23 De façon assez ironique, cette nouvelle approche figure dans le plan de... « développement », mais elle avait été préparée pendant plus d'une décennie par les travaux d'économistes boliviens critiques. En quechua, *sumak kawsay* signifie « être, vivre en plénitude » ; en aymara, *suma qamana* correspond à « vivre pleinement ensemble ».

communauté avec les êtres humains »²⁴. De manière explicite, le « bien vivre », fondé sur la vision cosmocentrique des cultures andines, s'oppose au « bien-être » qualifié d'occidental et d'individualiste, dépourvu de liens avec la nature. « On ne peut pas vivre bien si les autres vivent mal », car le « bien vivre » dépasse la simple satisfaction des besoins matériels et repose sur le partage et « l'équilibre avec tout ce qui nous entoure ».

Une telle proposition – trop succinctement esquissée – mériterait évidemment un plus long commentaire, mais ces quelques indications permettent déjà de montrer ce qu'implique le projet de « sortir de l'économie ».

- Fondée sur les traditions andines – holistiques et cosmocentriques – cette nouvelle vision s'écarte radicalement de l'*ethnocentrisme* de la « science » économique dominante. N'est-il pas extraordinaire (et scandaleux) qu'une théorie qui prétend expliquer l'ensemble des comportements humains dans les domaines de la production, de la consommation, de l'échange et de la distribution ne se fonde que sur les pratiques d'une toute petite partie des Européens qui vécurent voici plus de deux siècles ? Adam Smith était écossais ; David Ricardo, anglais ; Jean-Baptiste Say, français ; Karl Marx, allemand. Chacun d'eux réfléchissait à partir de ce qu'il avait sous les yeux : une fabrique d'épingles, le commerce du vin et du drap entre le Portugal et l'Angleterre, l'industrie naissante, la misère du prolétariat. De quel droit (ou par quel coup de force) ont-ils pu en tirer des « lois » universelles ? Ce qu'ils ont pu déduire des habitudes de leurs contemporains s'applique-t-il également aux Bambaras, aux Trobriandais, aux Chinois et aux Quechuas ? On ne leur reprochera pas d'avoir ignoré l'anthropologie (qui n'existait pas encore), mais on peut néanmoins s'interroger sur le bien-fondé de cette universalisation de pratiques locales. Et si – par hypothèse – l'économie avait été inventée par les Mohawks, les Songhâï, les Mapuches ou les Balinais, serait-elle aujourd'hui enseignée à Montréal comme à Paris, à Moscou comme à Singapour ?
- Puisque le « bien vivre » ne se confond pas avec le simple « vivre mieux » et qu'il préconise des « satisfactions partagées », il contredit radicalement le postulat individualiste de l'*Homo œconomicus* qui fonde la « science » économique. Que les êtres humains soient parfois égoïstes n'est pas discutable, mais qu'ils le soient toujours est une autre affaire ! Même Adam Smith affirmait : « Un individu ne doit jamais se préférer à un autre individu au point de lui nuire ou de lui porter préjudice afin d'en retirer un avantage, même si l'avantage retiré par le premier est beaucoup plus grand que le mal ou le préjudice subi

²⁴ *Plan nacional de desarrollo*, publié dans la *Gaceta oficial de Bolivia*, septembre 2000 (notre traduction). Je n'ignore pas que la mise en œuvre de ce plan s'est heurtée à des décisions présidentielles qui l'ont parfois contredite, mais je m'en tiens ici à l'intention du texte fondateur.

par le second »²⁵. Le réductionnisme économique selon lequel chacun ne ferait que maximiser son intérêt permet sans doute de proposer d'élégantes démonstrations mathématiques, mais ignore délibérément les pratiques sociales.

- Enfin – et c'est peut-être le plus important – l'insistance de la proposition bolivienne sur l'harmonie avec la nature met en évidence un des défauts majeurs de la « science » économique dominante, c'est-à-dire son recours immodéré aux analogies empruntées à la physique newtonienne qui l'empêche d'inclure les phénomènes entropiques dans son raisonnement. C'est évidemment pour se donner une aura scientifique que les Pères fondateurs de la discipline utilisaient des termes tels que forces, masse, équilibre, balance, élasticité, etc., et on ne saurait leur reprocher d'avoir ignoré la notion d'entropie que Clausius n'a formulée qu'en 1865. Mais puisque les économistes avaient l'ambition de fonder une « science », ils auraient dû évoluer avec les connaissances de leur temps et tenir compte du fait qu'à toute production correspond une forme de destruction et que l'énergie libre se dissipe irrémédiablement²⁶. Fatale ignorance. Qui explique aussi pourquoi la « science » économique est une des seules à n'avoir jamais remis en question les présupposés sur lesquels elle a été fondée il y a plus de deux siècles. Or cet aveuglement n'est-il pas à l'origine des phénomènes de « décroissance réelle » évoqués au début de ce texte ?

Il ne s'agit évidemment pas de remplacer l'économie dominante par « l'économie andine » et de substituer ainsi une forme d'ethnocentrisme à une autre, mais de faire apparaître les raisons d'une « sortie de l'économie » pour promouvoir l'objection de croissance. Autrement dit, nous ne pouvons plus raisonner avec les cadres conceptuels appris à l'école ou à l'université. Certes, ils sont encore utiles pour comprendre les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là et pourquoi leur usage contribue à aggraver les catastrophes qui s'annoncent, mais ils ne sont d'aucun secours pour inventer une nouvelle société. En attendant, les « décroissants » sont condamnés à bricoler, mais avec l'espoir de contribuer à quelque chose d'inédit.

25 Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux*, Paris, PUF, 1999 [1790], p. 200-201.

26 Nicholas Georgescu-Roegen, *op.cit.*